

CORDOBA WORKSHOPS REPORTS

**Promotion de l'entente entre les courants religieux et laïques
Contribution à la réduction de la violence au sein
des campus universitaires au Maroc**

Istanbul, 18 - 19 mars 2017

Auteurs

**Maati Monjib
Lakhdar Gheffas**



FONDATION CORDOUE DE GENÈVE
CORDOBA FOUNDATION OF GENEVA - مؤسسة قرطبة بجنيف

© Fondation Cordoue de Genève, 2017

Fondation Cordoue de Genève
Case postale 360
CH -1211 Genève 19
Tél. : +41 (0) 22 734 15 03
info@cordoue.ch
www.cordoue.ch

Promotion de l'entente entre les courants religieux et laïques
Rapport d'atelier : Contribution à la réduction de la violence au sein des campus universitaires au Maroc

Istanbul, 18 et 19 mars 2017

Auteurs : Maati Monjib, Lakhdar Ghetta

Traduit de l'arabe par : Khadidja Neggazi

Édité par : Charlotte Mounier

Mise en page et couverture : Amine Lakhdar

Propriété intellectuelle : ce rapport appartient conjointement à la Fondation Cordoue de Genève. La diffusion et l'utilisation de ce document sont permises sous conditions de citer la source.

Remerciements : Nos remerciements vont à tous les participants à l'atelier pour leur contribution à la réalisation de ce rapport. Nous remercions également le Bureau « Religion-Politique-Conflit » du Département fédéral des affaires étrangères suisse pour leur contribution à la réalisation de ce travail.

Les opinions exprimées dans ce rapport présentent les vues du contributeur, et pas nécessairement ceux de la Fondation Cordoue de Genève.

LA FONDATION CORDOUE DE GENEVE

(FCG) est une organisation non-gouvernementale suisse à but non lucratif œuvrant dans le domaine de la promotion de la paix. Nous travaillons principalement sur les tensions et les polarisations dans les sociétés où vivent des musulmans, et nous visons à renforcer les ressources théoriques et pratiques en matière de transformation de conflits dans les pays à majorité musulmane. Etablie à Genève en 2002, notre Fondation promeut l'échange entre les cultures et les civilisations, dans l'esprit qui prévalait à Cordoue au Xe siècle. La ville andalouse appelée « Capitale de l'esprit » demeure un modèle quasi-unique de coexistence pacifique et de brassage des idées.

LE PROGRAMME AFRIQUE DU NORD

Le programme Afrique du Nord est développé conjointement avec le bureau Religion-Politique-Conflit (RPC) de la Human Security Division (HSD) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse. Le domaine d'intérêt de ce programme est de s'occuper des polarisations et des tensions existant à l'intersection de la religion et de la politique et/ou impliquant des acteurs politiques à référentiel religieux. Des sociétés inclusives, participatives et pacifiques dans la région sont le but global de ce programme. Les objectifs pour y contribuer sont 1) réduire les tensions entre islamistes et séculiers, 2) diminuer les facteurs menant à l'exclusion politique d'acteurs à inspiration religieuse, et 3) répondre aux discours religieux violents par des discours et pratiques alternatifs.

SOMMAIRE

LA FONDATION CORDOUE DE GENEVE	3
LE PROGRAMME AFRIQUE DU NORD	3
RESUME	5
I. INTRODUCTION	6
II. INTRODUCTION A L'ANALYSE DES CONFLITS : CONCEPTS ET OUTILS	7
III. ESPACE DE MEDIATION SECURISE.....	7
IV. EXERCICES APPLIQUES SUR LES CAUSES DE LA VIOLENCE DANS LES UNIVERSITES MAROCAINES	8
V. CONTEXTE HISTORIQUE ET IDEOLOGIQUE DE LA RELATION CONFLICTUELLE ENTRE LES COURANTS ISLAMISTE, GAUCHISTE ET NATIONALISTE AU MAROC.....	9
VI. UN CONSENSUS EST-IL POSSIBLE ENTRE GAUCHISTES ET ISLAMISTES DANS L'UNIVERSITE ET CHEZ LES ELITES DE LA SOCIETE CIVILE ?	10
VII. PROPOSITIONS PRATIQUES POUR OUVRIR UN DIALOGUE ENTRE LES ORGANISATIONS ESTUDIANTINES	11
A. EN MATIERE DE TRANSFORMATION DES CONFLITS	11
B. SUR LE PLAN ORGANISATIONNEL	12

RESUME

La Fondation Cordoue de Genève (FCG) a organisé un atelier les 18 et 19 mars 2017 à Istanbul, sur le thème « contribution à la réduction de la violence au sein des campus universitaires marocains » en partenariat avec le Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE). Ce projet découle des recommandations des trois rencontres sur l'interaction du religieux et du politique dans la sphère publique, tenues en février – mars 2016 à Istanbul, et en septembre 2016 à Doha. L'objectif de cet atelier était d'explorer les possibilités de rapprochement des différentes factions, de valoriser les éléments de convergence et les terrains d'entente et d'inscrire un dialogue constructif dans la durée. Vingt-trois participants ont pris part à cet atelier, dont quatorze étudiants marocains et deux tunisiens, représentant des mouvements estudiantins de différents courants idéologiques, notamment des sympathisants dits islamistes mais aussi des militants de gauche. L'atelier a aussi bénéficié de la présence de deux leaders politiques et de cinq activistes et experts.

Les étudiants ont expliqué que cette rencontre est la première en son genre dans laquelle des étudiants de bords idéologiques différents peuvent se réunir pour aborder la question de la violence. Des propositions pour des initiatives pratiques peuvent être résumées dans les recommandations suivantes :

- Poursuivre ce processus en l'élargissant aux autres organisations qui n'ont pas pu participer à ce premier atelier, notamment la gauche radicale, afin d'approfondir les discussions pour créer une instance nationale de médiation organisée par un comité préparatoire formé des anciens de toutes les factions. Cette instance propose un projet de charte estudiantine contre la violence définissant les constantes, le cadre et les lignes rouges.
- Bâtir un mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide et instaurer un mécanisme facilitateur et simple de communication entre les factions estudiantines.

En vue de la persistance des affrontements entre étudiants mais aussi dans la rue avec les forces de l'ordre, comme cela a été le cas à Fès, trois semaines après cet atelier, il est nécessaire que la FCG continue son engagement sur cette question pour aider les parties impliquées à arriver à un consensus favorisant la concrétisation des recommandations issues de ce processus.¹

¹ Voir « *Violents affrontements à Fès entre étudiants gauchistes et la police* », Huffington Post, 14 avril 2017, http://www.huffpostmaghreb.com/2017/04/14/fes-affrontements-etudian-police_n_16008304.html

I. INTRODUCTION

Le contexte régional post-révolte arabe est marqué par des événements graves et des violences, notamment la régression sur le plan des libertés et de la paix civile en Egypte mais aussi la guerre en Syrie, en Libye et au Yémen. La seule *success story* à recenser est la Tunisie, malgré les actes de violences qu'elle a connus et qui sont le fait de groupes violents à référence religieuse. Du côté du Maroc, la situation est mitigée. En effet, malgré la nouvelle constitution imposée par le mouvement de rue de 2011, la nature dominante du régime demeure et celle-ci est même plus marquée que durant la période antérieure aux soulèvements de 2011, notamment sur le plan des libertés.

Suite aux trois ateliers sur l'interaction entre le religieux et le politique dans la sphère publique organisés en 2016-2017 à Istanbul et Doha et via ce constat sur la situation régionale et nationale, les participants marocains de différents courants idéologiques ont identifié le besoin d'initier un dialogue entre islamistes et laïques. Ils ont particulièrement recommandé de travailler sur les violences verbales qui se traduisent souvent par des violences physiques dans les campus universitaires marocains et pour ce

faire, d'engager les leaders des mouvements étudiants islamistes et laïques.

C'est pourquoi, la Fondation Cordoue de Genève (FCG) en partenariat avec le bureau Religion, Politique et Conflit (RPC) au sein du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse, a organisé, dans le cadre du programme Afrique du Nord, les 18 et 19 mars 2017, à Istanbul, un atelier sur la contribution à la réduction de la violence dans les campus universitaires au Maroc², qui s'est déroulé sous la règle de Chatham House³. Le but de l'atelier était d'explorer la mise en place d'initiatives concrètes pour la réduction des tensions et la prévention de la violence en sein des milieux universitaires marocains. Cet exercice nécessite une analyse conjointe des causes de tension, à travers les outils de transformation de conflit et un espace de médiation sécurisé qui aboutissent à la production d'un savoir public permettant de développer la confiance et l'engagement pour une action commune. Une vingtaine des leaders de mouvements estudiantins ainsi que des leaders politiques de différents courants idéologiques impliqués dans la problématique de la violence sur les campus ont ainsi participé à cet atelier qui a compris un volet de formation en transformation de conflit (concepts, approches et outils d'analyse) ainsi que sur la méthode « espace de médiation

² Le **programme Afrique du Nord** est développé conjointement avec le bureau Religion-Politique-Conflit (RPC) de la Human Security Division (HSD) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse. Le domaine d'intérêt de ce programme est de s'occuper des polarisations et des tensions existant à l'intersection de la religion et de la politique et/ou impliquant des acteurs politiques à référentiel religieux. Des sociétés inclusives, participatives et pacifiques dans la région sont le but global de ce programme. Les objectifs pour y contribuer sont 1) réduire les tensions entre islamistes et séculiers, 2) diminuer les facteurs menant à l'exclusion politique d'acteurs à inspiration religieuse, et 3) répondre aux discours religieux violents par des discours et pratiques alternatifs

³ Règle qui stipule que « Quand une réunion, ou l'une de ses parties, se déroule sous la règle de Chatham House, les participants sont libres d'utiliser les informations collectées à cette occasion, mais ils ne doivent révéler ni l'identité, ni l'affiliation des personnes à l'origine de ces informations, de même qu'ils ne doivent pas révéler l'identité des autres participants ».

Pour plus d'informations, voir <https://www.chathamhouse.org/about/chatham-house-rule/translations>

sécurisé ». Cette méthodologie couplée à l'application des outils d'analyse a permis aux participants d'aboutir à une analyse conjointe des causes historiques et idéologiques de la relation conflictuelle entre les courants islamiste, gauchiste et nationaliste au Maroc. L'atelier a exploré aussi la possibilité d'un consensus entre ces différents courants autour des principes d'une action commune afin de réduire la tension et la violence dans l'espace universitaire.

II. INTRODUCTION A L'ANALYSE DES CONFLITS : CONCEPTS ET OUTILS

La première présentation a offert une introduction sur les concepts de transformation de conflit. Le présentateur a défini le conflit comme une relation dynamique entre deux parties ou plus, individus ou groupes, qui ont, ou qui pensent avoir des objectifs incompatibles ou contradictoires ; le conflit étant une relation malsaine, une relation gangrénée, car la différence n'a pas été bien gérée. Il a également abordé le rôle des actes, des mots, des positions, des structures et des régimes dans le préjudice physique, moral ou social à travers l'exercice d'une certaine violence, qui peut être structurelle ou culturelle. Il a aussi parlé de la paix négative, c'est-à-dire l'absence de violence directe. Il a également fait une présentation sur les approches de transformation de conflit et les outils d'analyse du conflit, afin d'identifier les parties en relation conflictuelle et la nature de la relation entre eux, à savoir si elle est tendue ou très tendue ou qui présente des possibilités de rapprochement ou non. L'arbre de conflit est un schéma : là où le tronc représente la question de la violence estudiantine, les racines sont les causes d'une telle violence, et les branches sont les conséquences de la violence dans les milieux universitaires.

III. ESPACE DE MEDIATION SECURISE

Le mécanisme de l'espace de médiation sécurisé est un processus où se rencontrent/s'affrontent deux discours/récits ou plus, afin d'identifier les synergies d'une action commune - dans un processus de transformation de conflit -, qu'il soit soutenu par une tierce partie ou non. La création de cet espace requiert six directives :

1. une vision commune acceptée par toutes les parties, cette dernière doit constituer le catalyseur du processus et se trouve dans le vivre ensemble ;
2. des lignes rouges doivent être définies à travers un consensus sur ce qui ne devrait pas être fait dans l'espace de médiation sécurisé pour sauvegarder la sécurité des participants, des organisateurs et des tierces parties ;
3. éviter d'imposer une certaine vision du monde, étant donné que les visions des parties de la justice procédurale et l'efficacité sont définies par leur vision du monde ;
4. intégrer et faire participer en prenant en considération les attentes de toutes les franges de la société (hommes, femmes, jeunes, moins jeunes) et inclure tout le monde, non seulement les modérés mais aussi les plus « fondamentalistes », tant qu'ils sont ouverts au dialogue ;
5. se focaliser sur les aspects pratiques et mettre en œuvre des activités pratiques communes au lieu de rester dans les généralités théoriques ;
6. et enfin, juger les actes et non les idées en tant que telles.

Ce mécanisme a été expliqué à travers des exemples pratiques mis en œuvre au Tchad et au sud de la Thaïlande dans le cadre de projets du bureau RPC du DFAE suisse, où les lignes

rouges formulées pour le processus étaient, par exemple, de ne pas commettre d'offenses ou de provocation sur les convictions religieuses, afin de ne pas éveiller davantage les hostilités entre les communautés, l'objectif n'étant pas de changer leurs croyances mais d'arriver à des actions communes. La directrice de ces projets a conclu dans son exposé que l'espace de médiation sécurisé implique la possibilité, dans la radicalité de chacune des parties, d'atteindre un accord pratique ou un consensus.

IV. EXERCICES APPLIQUES SUR LES CAUSES DE LA VIOLENCE DANS LES UNIVERSITES MAROCAINES

Un exercice pratique a aussi été au programme. Les étudiants et les activistes des factions, partis et organisations du milieu universitaire se sont scindés en groupes de quatre ou cinq personnes. L'objectif de l'exercice était de réaliser la carte et l'arbre du conflit. La carte du conflit vise à définir les parties du différend et la nature de leur relation : tendue, très tendue, présente des possibilités de communication, ou possibilité de communication inexistante. L'arbre du conflit quant à lui est un arbre dont le tronc représente la violence dans les milieux universitaires, les racines représentent la recherche dans ces raisons profondes qui ont mené à la violence et les branches représentent les conséquences et les implications de la violence universitaire. Chaque groupe a fait une présentation de l'exercice réalisé après discussion.

Le premier groupe a conclu que les relations entre les factions estudiantines à l'université sont empreintes de violence entre la plupart des composantes, qu'il s'agisse de la relation entre les organisations de gauche elles-mêmes, ou entre celles-ci et les organisations islamistes ou avec les étudiants sahraouis ou

amazighes. On a évoqué des raisons liées à l'histoire, la culture des représailles, l'hostilité héritée entre les générations, ainsi que d'autres raisons liées aux affiliations idéologiques dissonantes et fermées. Il existe d'autres raisons, liées à la structure sociogéographique étant donné que ceux qui exercent la violence dans les différentes factions sont issus de régions vulnérables, marginalisées et appauvries et font l'objet d'exclusion, ce qui engendre une prédisposition à contrer la violence structurelle dont ils font l'objet par une violence entre les différentes factions et organisations.

L'accent a également été mis sur l'inefficacité du système éducatif marocain qui produit des diplômés inaptes à communiquer et à gérer le conflit, et sur la violence de l'État et l'absence de la démocratie comme l'une des principales causes du phénomène de la violence qui domine les milieux universitaires du Maroc. Pour ce qui est des conséquences de cette situation, le groupe a conclu que la violence universitaire donne lieu à de faibles résultats éducatifs, des victimes, des blessés, des troubles psychologiques chez ceux qui font l'objet de violences, et des années de détention passées par certains des auteurs dans les prisons, avec les séquelles sociales, psychologiques et professionnelles qui en découlent.

Le deuxième groupe s'est focalisé sur la relation tendue inter-factionnelle en intégrant l'approche du genre à la violence. Il a mis l'accent sur la violence faite aux étudiantes appartenant à différentes factions dans la relation conflictuelle intra et inter-factionnelle. Ce groupe considère ces femmes comme les plus grandes victimes du cycle de violence, même si très souvent, pour ne pas dire jamais, elles n'y contribuent pas, au moins directement. Pour les résultats, le groupe a rappelé l'image négative de l'université

marocaine devenue un espace où sévit la violence plutôt que la science et la connaissance.

Le troisième groupe pense que les causes sont dues à la divergence idéologique et politique entre les parties en conflit à l'université, à l'atmosphère de concurrence et les luttes intestines pour la légitimité dans le milieu étudiant ainsi que le manque de confiance en l'autre et le non-respect des sentiments religieux d'une part et les libertés individuelles et personnelles d'autre part entre les factions rivales, en particulier entre les islamistes et les gauchistes. En ce qui concerne les conséquences de cette violence dans le milieu universitaire, le groupe a évoqué l'image négative véhiculée par les auteurs de la violence sur le militantisme et les militants, ainsi les étudiants répugnent l'appartenance à ces factions. Cet état de fait est utilisé par l'Etat pour davantage de militarisation des universités marocaines et pour raffermir sa main mise sur la liberté d'association et l'action politique et syndicale universitaire.

Après avoir passé en revue les extraits des exercices pratiques, les groupes ont discuté et échangé sur les raisons de la violence dans les universités marocaines et comment surmonter la situation.

V. CONTEXTE HISTORIQUE ET IDEOLOGIQUE DE LA RELATION CONFLICTUELLE ENTRE LES COURANTS ISLAMISTE, GAUCHISTE ET NATIONALISTE AU MAROC

Un chef de file politique d'une organisation islamiste marocaine segmente les racines du conflit entre les courants islamistes et gauchistes selon trois perspectives : intellectuelle, politique et relationnelle. Pour la perspective intellectuelle, l'analyste considère que le conflit autour de la

prévalence de la référence constitue l'un des principaux axes des tensions extrêmes et perpétuelles entre les islamistes et les gauchistes. Alors que les islamistes affirment leur attachement au principe de la gouvernance - *al-Hakimiyya* - de Dieu et brandissent la bannière « le Coran, notre constitution », « pas de dialogue avec les ennemis de Dieu », les gauchistes qui insistent sur la dialectique historique et le projet de bâtir une société socialiste, brandissent la bannière « pas de dialogue avec les ennemis des libertés ». Ainsi un clivage chronique autour de la nature de l'Etat (islamique/séculier civil) et des libertés individuelles s'est mis en place. L'analyste considère que les conflits découlant de cette polarisation extrême ont été instrumentalisés par le régime marocain afin de fissurer les relations horizontales entre les islamistes et les gauchistes dans le domaine politique.

Cependant, il existe des facteurs politiques liés à la méthode du changement au sein de chaque courant qui alimentent cette relation conflictuelle. Alors qu'un courant prône le changement de l'intérieur du régime, l'autre adopte la stratégie du changement de l'extérieur du système. Les facteurs idéologiques et politiques ont eu un impact négatif sur la nature de la relation entre les courants islamiste, gauchiste et nationaliste dans l'espace public et ont mené de chaque côté à une série d'assassinats d'activistes, aussitôt transformés en symboles et martyrs de la cause de chacun des courants, et ont fait l'objet de récupération à chaque occasion, ce qui attise la relation déjà conflictuelle, et instaure la culture des représailles héritée de génération en génération.

Cette série d'assassinats et cette culture de vendetta a été examinée par un activiste des droits de l'Homme, depuis l'assassinat de Omar Ben Jelloun de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) en 1975, à

l'enlèvement de l'étudiant El Moati à l'Université d'Oujda en 1991. L'escalade de la violence mutuelle entre les islamistes et la gauche avec l'assassinat de l'étudiant Abderrahmane el Hasnaoui de la gauche radicale en 2007 et Abderrahim el Hasnaoui du Renouveau Estudiantin à l'université de Fès en 2014, l'assassinat de l'étudiant Omar Khaleq à l'université Cadi Ayyad de Marrakech en 2016, et l'humiliation dont a été victime la jeune fille Chaïma qui s'est vue raser les cheveux de force à l'université de Meknès en mai 2016. Ce militant des droits de l'Homme considère que cette violence dans les milieux estudiantins, quelles qu'en soient les couleurs idéologiques, est due au non-respect des droits de l'Homme, de la non-violence et de la non-discrimination.

L'un des leaders politiques islamistes a ajouté que la « violence prospère dans le terreau de la pauvreté et la marginalisation ». Une étudiante gauchiste avance que le fait que l'Etat ferme les yeux, vis-à-vis des agresseurs et le classement sans suites des affaires de violence, a contribué à la récurrence d'actes de violence et d'assassinats. Elle a mis en garde contre le glissement de la violence de la référence intellectuelle à la référence nationaliste à l'image de ce qui se passe entre les étudiants sahraouis et amazighs. D'autre part, un étudiant islamiste pense que la violence dans les universités marocaines se concentre dans les milieux où sévit la gauche basiste, représentée par la faction « programme conjoncturel » - *Barnamaj Marhali*. Un autre étudiant de gauche constate que « la violence n'est pas l'apanage de la gauche radicale, les limogeages dans les rangs du Renouveau Estudiantin pour usage de violence en attestent ». Un universitaire a conclu en disant que l'interdiction des partis, tels que l'Union Socialiste dans les années soixante-dix ainsi que l'association *Al-Adl wal-Ihsane* (justice et bienfaisance), dans l'espace public a poussé les leaders de ces

mouvements à utiliser les organisations estudiantines dans l'action politique et l'opposition.

VI. UN CONSENSUS EST-IL POSSIBLE ENTRE GAUCHISTES ET ISLAMISTES DANS L'UNIVERSITE ET CHEZ LES ELITES DE LA SOCIETE CIVILE ?

Les fondements d'un consensus entre les gauchistes et les islamistes à l'université et chez les élites de la société civile ont été examinés. Un participant universitaire a considéré qu'il existe des dénominateurs communs entre gauchistes et islamistes qui peuvent contribuer aux efforts de rapprochement et de consensus. Les deux courants reposent sur les classes moyennes et inférieures, les dirigeants des deux courants appartiennent aux corporations des enseignants, avocats et des petites entreprises, et se focalisent sur les questions sociales et les questions de l'identité, la Palestine et l'unité maghrébine. En dépit du fait que les deux courants aient des idéologies dissonantes, ils se rejoignent dans l'émulation pour conquérir le même public et se plient à la démocratie malgré leur hostilité à celle-ci, vu leurs idéologies totalitaires, selon l'analyste. Il considère que l'expérience du mouvement 20 février est un exemple de consensus qui mérite d'être examiné et d'en tirer les leçons notamment en vue de l'institutionnalisation et le renforcement du dialogue à plus d'une échelle, d'une part, et faire attention aux instrumentalisation politiques par le régime au pouvoir, d'autre part. Un dirigeant islamiste a montré qu'il existait des expériences similaires de consensus entre gauchistes et islamistes dans les années quatre-vingt-dix, telle que la coordination lors des élections du centre d'inspection de l'éducation entre 1994 et 1996. Il a ajouté que le consensus a actuellement trois raisons d'être : 1) la violence qui sévit dans les

universités ; 2) la nécessité de se dresser contre le despotisme ; 3) la priorité de la réforme politique et constitutionnelle.

Le leader islamiste a proposé une méthodologie visant à encadrer le travail commun et instaurer le consensus. Celle-ci repose sur l'entrée dans l'action sociale, la politique ou dans le domaine des droits de l'Homme ; l'entrée intellectuelle et philosophique ; ainsi que le respect des conditions du consensus telles que la reconnaissance de l'autre, la primauté du droit, la non-violence, l'unité de la nation, et l'émulation au profit de l'édification. Un acteur politique a conclu en disant que Cheikh al Islam Ibn Arabi el Alaoui est un modèle de rapprochement entre islamistes et gauchistes qui doit inspirer le contexte marocain actuel, et être remis au goût du jour.

VII. PROPOSITIONS PRATIQUES POUR OUVRIR UN DIALOGUE ENTRE LES ORGANISATIONS ESTUDIANTINES

La plupart des étudiants participant à la rencontre se rejoignent en considérant que l'absence de la confiance et du dialogue entre les différentes organisations estudiantines au Maroc constitue l'une des causes qui alimentent les tensions violentes à l'université. Comme introduction au débat et échanges autour des initiatives qui contribuent à l'atténuation de la violence dans les milieux universitaires marocains, un étudiant tunisien a exposé la situation des relations inter-estudiantines en Tunisie après 2011. Il a montré que le discours politique général à l'extérieur de l'université se reflète sur la nature des relations à l'intérieur de l'université et comment la charte du 18 octobre 2005 a eu un impact positif dans les milieux estudiantins appartenant aux différents courants à l'intérieur des universités tunisiennes. Cette charte qui a

pavé le terrain à l'expérience de la Troïka s'est traduite par un travail participatif, des synergies, et une participation aux différentes conférences et manifestations publiques.

Une étudiante de gauche a commenté que « l'inaptitude de l'intellectuel colonisé à dialoguer avec le peuple », selon Frantz Fanon, constitue une entrave principale à un dialogue qui réduirait la tension violente. Un autre étudiant gauchiste a montré qu'il faudrait des conditions préalables pour adhérer à une action commune, y compris la solidarité dans le militantisme estudiantin. La deuxième condition, selon le même étudiant, réside dans l'importance de l'initiative et le courage d'aller contre le courant. Il considère que « l'escalade de la répression contre *al Adl wal Ihsane* est due à son ouverture au dialogue avec la gauche », notamment après décembre 2016. Un autre étudiant voit que la prochaine étape doit être un dialogue interne dans chaque courant alors qu'un étudiant islamiste voit que le dialogue intra-gauchiste est une nécessité impérieuse.

Les propositions pratiques peuvent être résumées dans les recommandations suivantes :

a. En matière de transformation des conflits

- Créer une instance nationale de médiation organisée par un comité préparatoire formé des anciens de toutes les factions. Cette instance propose un projet de charte estudiantine définissant les constantes, le cadre et les lignes rouges. Il est aussi nécessaire de capitaliser sur les documents de la conférence du 23 mars 2010 de Marrakech. Un autre participant considère que le travail à l'échelle nationale est ambitieux mais impossible dans la conjoncture actuelle. Il propose de commencer au niveau territorial à

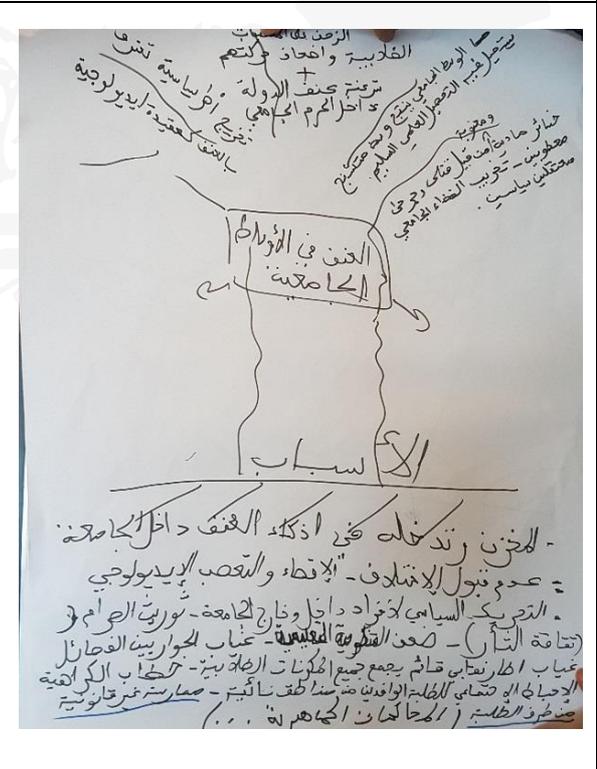
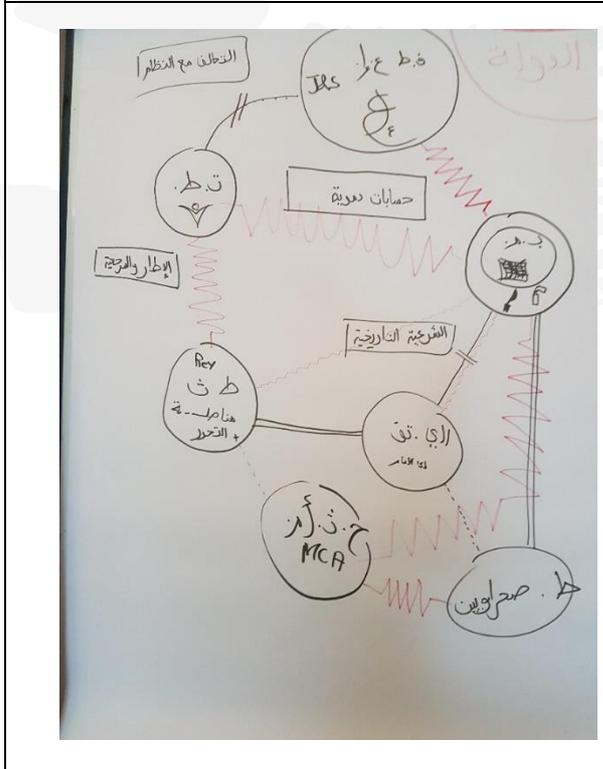
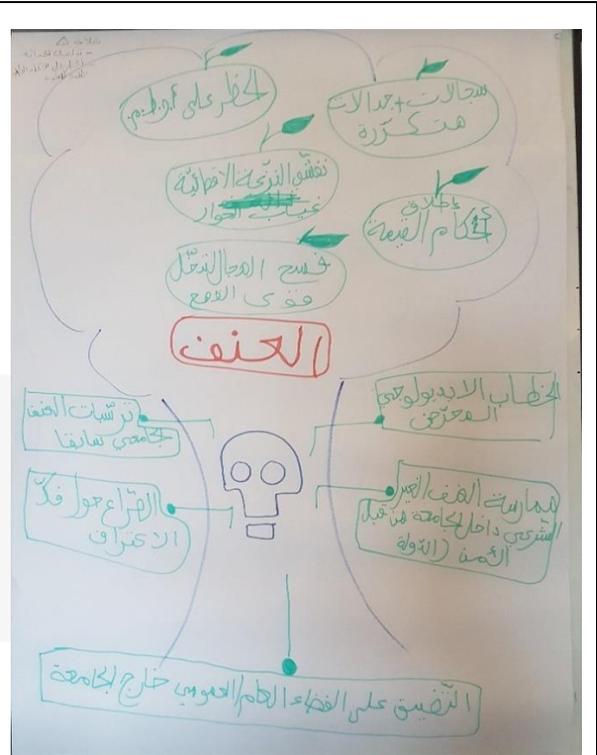
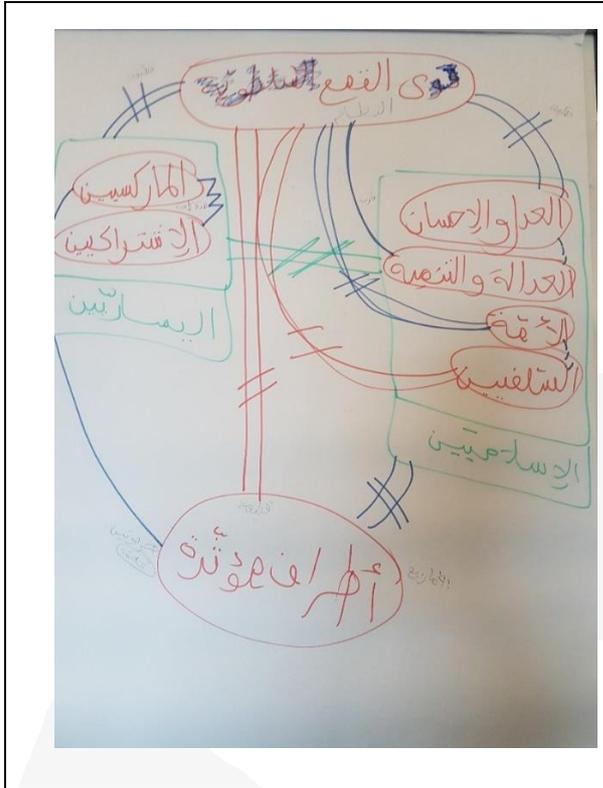
travers la rédaction de chartes consensuelles selon chaque faculté et selon les spécificités de chaque université prenant en considération la relation avec la faculté, les revendications pédagogiques et sociales des étudiants et les relations avec le syndicat de l'enseignement supérieur ainsi que les partis et les médias.

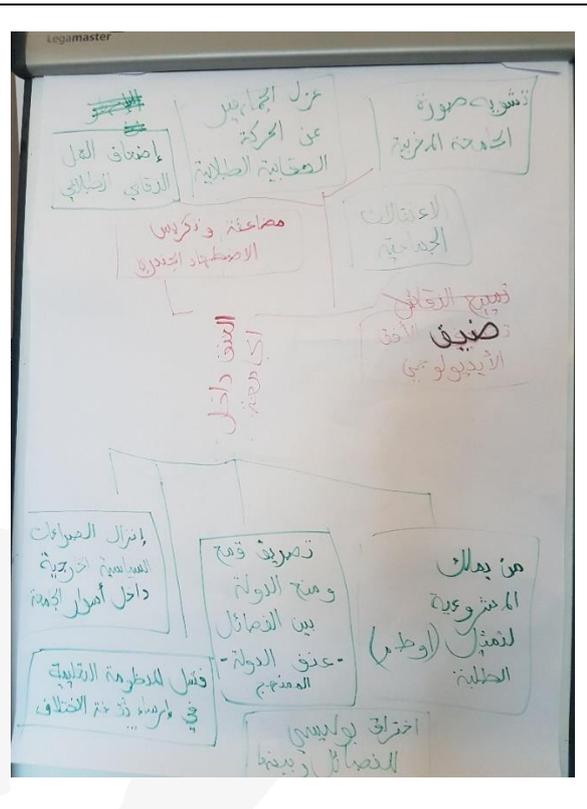
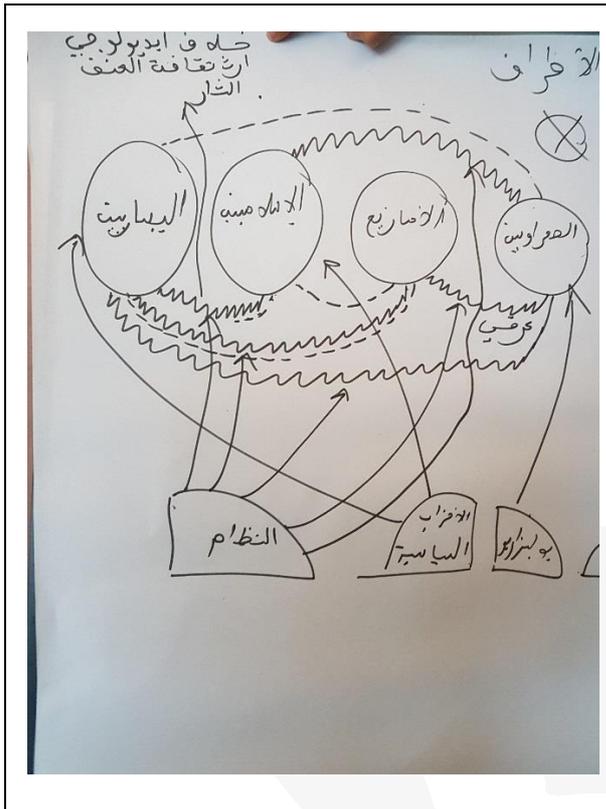
- La nécessité d'impliquer la faction du programme conjoncturel « *Barnamaj Marhali* » dans la rédaction de toute charte estudiantine.
- Elaborer un nouveau guide conceptuel regroupant les termes au sein de chaque courant.
- Instaurer un mécanisme facilitateur et simple de communication entre les factions estudiantines.

- Bâtir un mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide.
- Faire signer une charte d'honneur contre la violence.

b. Sur le plan organisationnel

L'attachement au cadre représentatif de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM) en soutenant l'initiative de récupération du siège social central de cette organisation estudiantine. Cependant, il n'y a pas eu de consensus autour de cette proposition. D'autres organisations se sont posé la question de la pertinence du cadre représentatif unificateur des étudiants du Maroc à la faveur du multipartisme et du pluralisme politique. Ils ont appelé au respect du pluralisme, de la démocratie, et des droits de l'Homme dans les milieux universitaires au lieu de se limiter à l'UNEM.





فريق